
RÉSUMÉ

1. Pendant la première partie de la période considérée, la croissance de l'économie du Honduras s'est accélérée. Le PIB hondurien a progressé de 3,8% par an en moyenne entre 2016 et 2019, ce qui a fait augmenter le revenu par habitant. La croissance a été principalement soutenue par les dépenses de consommation privée, alimentées en grande partie par les envois de fonds de l'étranger, lesquels constituent une source importante de financement de la consommation. En 2020, l'économie du Honduras a été considérablement affectée par les effets de la pandémie de COVID-19, qui ont entraîné une contraction du PIB de l'ordre de 9% cette année-là. Toutes les composantes de la demande globale se sont contractées, mais la baisse la plus prononcée a été celle de la formation brute de capital. De la même manière, tous les secteurs de production ont été affectés. La situation macroéconomique s'est toutefois améliorée rapidement en 2021 et 2022. Le PIB réel a augmenté de 12,5% en 2021 et de 4,0% en 2022. À l'exception du secteur agricole et de celui des industries extractives, tous les secteurs ont progressé en 2022, notamment l'hôtellerie, l'intermédiation financière, l'industrie manufacturière et la construction.

2. Le secteur agricole (y compris la pêche) reste relativement important pour l'économie hondurienne; il représentait en effet 12,6% du PIB en 2022 et est un important pourvoyeur d'emplois. Pendant la période à l'examen, la production du secteur a fluctué, principalement en raison des effets de phénomènes naturels et de la pandémie. Au cours de cette même période, la contribution du secteur manufacturier (y compris la *maquila*) au PIB a diminué, celle-ci étant tombée de 17,1% en 2016 à 16,0% en 2022, une tendance déjà observée lors de l'examen précédent. Les services ont représenté 51,3% du PIB en 2022; les secteurs de services qui ont le plus contribué au PIB ont été le commerce, l'hôtellerie, l'intermédiation financière et l'immobilier.

3. Pendant la majeure partie de la période considérée, la politique budgétaire a été axée sur l'assainissement des finances publiques, la réduction des dépenses et l'augmentation des recettes. La Loi de 2016 sur la responsabilité budgétaire (LRF) a établi des objectifs pour la réduction du déficit et l'assainissement des finances publiques. Des limites ont été fixées pour l'augmentation nominale des dépenses courantes et de la dette publique. Les objectifs établis dans la LRF pour le déficit du secteur public non financier (SPNF) n'ont pas pu être atteints. Le déficit de l'Administration centrale s'est creusé en 2020 jusqu'à représenter 7% du PIB en raison de l'augmentation des dépenses publiques consacrées aux programmes de soutien mis en œuvre pour faire face aux effets de la pandémie, ainsi que de la baisse des recettes due au recul de l'activité économique. Compte tenu de cela, en 2021, le Congrès national a approuvé la suspension des objectifs établis dans la LRF pendant deux ans; à la place, un plafond annuel a été approuvé pour le déficit du SPNF, à savoir 5,4% du PIB en 2021, entre 2,3% et 2,9% en 2022 et 1,0% en 2023. Les finances publiques se sont améliorées grâce à la reprise de la croissance économique, comme en témoigne la réduction du déficit de l'Administration centrale, qui est tombé à 1,3% du PIB en 2022.

4. En 2016-2019, l'objectif de la politique monétaire était de maintenir une inflation faible et stable et un niveau adéquat de réserves internationales, en veillant à ce que les niveaux de liquidité du système financier garantissent la stabilité des prix. Pendant la période considérée, l'inflation est généralement restée dans la fourchette de tolérance fixée, sauf en 2022, année au cours de laquelle le niveau des prix a été affecté par l'augmentation du prix international des matières premières, principalement de l'énergie et des produits alimentaires, ce qui a fait monter l'inflation à 9,1%. La BCH met en œuvre la politique de change par le biais du régime de fourchette de taux de change, qui prévoit une fourchette de taux s'étendant à 1% au-dessus et en dessous du centre de la fourchette.

5. Le compte courant de la balance des paiements a continué d'enregistrer des déficits importants pendant la période à l'examen, sauf en 2020. Le déficit a culminé à 1 582 millions d'USD en 2018, soit 6,6% du PIB. En 2020, par suite de la pandémie, les importations se sont fortement contractées, ce qui a entraîné un excédent du compte courant de 666 millions d'USD, soit 2,8% du PIB. Toutefois, avec la reprise de l'activité économique en 2021 et 2022, les importations de marchandises et de services ont augmenté de façon notable, ce qui entraîné un nouveau déficit, lequel a atteint 1 487 millions d'USD en 2021 et 1 080 millions d'USD en 2022, soit 5,3% et 3,4% du PIB, respectivement.

6. En 2022, les exportations générales du Honduras (y compris la *maquila*) se sont chiffrées à 12 135 millions USD, contre 7 926 millions d'USD en 2016, ce qui représente une augmentation de 53%. Les principaux produits exportés ont été les suivants: matières textiles et ouvrages en ces matières (40,5% du total), café (11,7%), machines, appareils et matériel électrique et leurs parties

(9,7%) et bananes et autres fruits (6,5%). Les importations c.a.f. du Honduras se sont élevées à 19 544 millions d'USD en 2022, contre 12 407 millions d'USD en 2016, soit une augmentation de 57,5%. En 2022, les principaux produits importés ont été les produits manufacturés, en particulier les fibres textiles (19,9% du total), les combustibles (15,2%), les machines et le matériel (13,5%) et les produits chimiques (11,4%). Les États-Unis restent le principal marché d'exportation du Honduras, ceux-ci ayant absorbé 50,6% des exportations en 2022, contre 57,0% en 2016. Viennent ensuite l'Union européenne (11,4%), le Nicaragua (8,7%), El Salvador (8,5%) et le Guatemala (5,5%). Les États-Unis sont également la principale source des importations honduriennes, dont ils représentaient 36,9% du total en 2022 (42,4% en 2016), devant la Chine (11,5%), le Guatemala (9,4%) et El Salvador (7,7%).

7. La balance du commerce des services du Honduras affiche un déficit structurel qui a considérablement augmenté pendant la période considérée (celui-ci étant passé de 578,3 millions d'USD en 2016 à 2 121,6 millions d'USD en 2022). Cette hausse est due en grande partie aux effets de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une baisse considérable des recettes au titre des voyages, un secteur habituellement excédentaire, alors que tous les autres secteurs sont déficitaires. Les secteurs qui affichent les déficits les plus importants sont ceux des transports, en particulier le transport maritime, des redevances et des assurances.

8. La politique commerciale du Honduras vise principalement à intégrer le pays dans le commerce mondial en consolidant et en diversifiant l'offre de produits et de marchés. Pour promouvoir les exportations, le Honduras continue d'utiliser des régimes spéciaux, notamment celui des zones franches (ou zones libres), et de tirer parti de l'accès préférentiel aux marchés. Malgré ces politiques, le commerce du pays reste fortement concentré sur quelques produits (café et textiles) et un seul marché. Le Honduras est confronté à plusieurs difficultés qui nuisent à la compétitivité de ses exportations et à la résilience de son économie.

9. Le Honduras est un Membre originel de l'OMC et accorde au moins le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) à tous ses partenaires commerciaux. Pour le Honduras, qui est une petite économie vulnérable, un système multilatéral fondé sur des règles claires et stables est essentiel à la croissance et au bien-être. Dans les négociations menées à l'OMC, le Honduras fait partie de deux groupes qui encouragent les flexibilités dans le commerce des produits agricoles en fonction des besoins de développement. Il considère également que les nouvelles questions liées au commerce sont essentielles; c'est pourquoi il participe aux initiatives conjointes visant à promouvoir le commerce électronique, l'intégration des MPME dans le commerce et la facilitation de l'investissement pour le développement, ainsi qu'aux discussions structurées et aux groupes de travail visant à promouvoir la durabilité environnementale et la participation des femmes au commerce. Le Honduras n'est pas partie aux accords plurilatéraux et n'a pas non plus le statut d'observateur auprès des comités pertinents. Depuis 2016, le pays n'a pas eu recours au mécanisme de règlement des différends, mais il a participé à plusieurs affaires en tant que tierce partie.

10. La stratégie du Honduras en matière d'ouverture commerciale et d'intégration dans les chaînes de valeur inclut aussi la participation à des accords préférentiels, principalement dans la région, comme le Marché commun centraméricain (MCCA) et l'ALEAC-RD. Depuis 2016, dans le cadre du MCCA, le Honduras a avancé dans le processus graduel d'intégration profonde avec le Guatemala, qui vise à créer une union douanière. Les accords préférentiels qu'il a négociés avec le Pérou, la République de Corée et le Royaume-Uni sont entrés en vigueur pendant la période considérée. La majeure partie du commerce extérieur du Honduras se fait dans le cadre des accords préférentiels.

11. Le Honduras applique un régime d'investissement relativement ouvert à l'investissement privé, y compris à l'investissement étranger, même si certaines activités sont toujours réservées à l'État du fait qu'elles sont considérées comme des activités de maintien de l'ordre public ou d'intérêt social; l'investissement étranger direct reste plafonné dans certaines activités, principalement dans les services. Par ailleurs, même si un secteur ou une activité est libéralisé(e), l'État peut rester en situation de monopole naturel (c'est le cas pour le transport et la distribution d'électricité). La participation étrangère à l'industrie et au commerce à petite échelle est également régie par le principe de réciprocité. Dans les secteurs où la participation étrangère au capital est autorisée, le Honduras garantit le traitement national. Le pays n'impose pas de conditions préalables à l'investissement étranger ni de restrictions au rapatriement des capitaux ou des bénéfices, lesquels sont soumis au régime fiscal hondurien. Des incitations sectorielles et horizontales sont offertes pour attirer l'investissement. S'agissant des programmes d'incitations, le régime des zones d'emploi et de développement économique a été aboli en 2020.

12. Depuis 2016, aucun changement majeur n'a été apporté au cadre juridique douanier du Honduras. Sur le plan institutionnel, en 2020, l'Administration des douanes honduriennes (AAH) a remplacé la Direction adjointe des recettes douanières pour devenir la nouvelle autorité douanière. Par ailleurs, depuis l'examen précédent, réalisé en 2016, le Honduras a mis en œuvre des procédures destinées à faciliter les échanges, conformément aux engagements pris par le pays lors de son accession à l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges; à ce jour, le Honduras a mis en œuvre 70,6% de ses engagements. Les mesures prises incluaient l'adoption d'une déclaration douanière unique au niveau centraméricain; la mise en œuvre du programme d'opérateurs économiques agréés; la création d'un portail numérique fournissant des renseignements sur les procédures douanières à l'importation et à l'exportation, par produit et marché; et la mise en œuvre d'un projet pilote de douanes sans papier. Le Honduras utilise principalement la méthode de la valeur transactionnelle pour déterminer la valeur des marchandises importées. En 2021 et 2022, afin d'atténuer l'incidence de l'augmentation du coût du fret maritime, une réduction de 75% du coût du fret utilisé pour calculer la valeur en douane a été autorisée à titre "exceptionnel". Des guides de prix continuent d'être utilisés pour déterminer la valeur de certaines marchandises, surtout celle des véhicules d'occasion.

13. En 2022, le tarif douanier du Honduras comprenait 7 531 lignes tarifaires au niveau des sous-positions à 10 chiffres du SH de 2022. Dans la plupart des cas, le Honduras applique des taux *ad valorem*. Aucune modification substantielle n'a été apportée à la structure du tarif douanier hondurien. La moyenne des droits NPF appliqués est restée à 5,9%. La protection tarifaire accordée aux produits agricoles (définition de l'OMC) est restée plus élevée que celle accordée aux produits non agricoles (définition de l'OMC); l'écart entre la moyenne des droits appliqués pour les produits agricoles (10,7% en 2015 et 10,8% en 2022) et celle des droits appliqués pour les produits non agricoles (5,1% en 2015 et 2022) n'a pratiquement pas changé. En 2015 et 2022, 48,1% des lignes tarifaires du Honduras étaient assujetties à un taux de 0%. Le système de fourchettes de prix, qui concerne six lignes tarifaires, est toujours en vigueur, bien que, d'après les autorités, il ne soit plus utilisé. Le Honduras n'a pas négocié de contingents tarifaires dans le cadre de l'OMC, mais a négocié des contingents tarifaires préférentiels dans le cadre de certains accords régionaux. Il utilise principalement les contingents négociés dans le cadre de l'ALEAC-RD. En outre, pour certains produits agricoles, un contingent peut être activé en cas de pénurie si l'offre sur le marché intérieur est insuffisante.

14. Le Honduras utilise des mesures non tarifaires pour préserver la santé des personnes, la sécurité publique et l'environnement. Toutefois, dans certains cas, ces mesures peuvent être utilisées pour protéger la production nationale ou garantir la sécurité alimentaire. Pendant la période considérée, le pays a imposé une interdiction saisonnière d'importer des oignons pour protéger la production nationale, ainsi qu'une interdiction d'exporter des haricots rouges pour assurer la sécurité alimentaire, qui a été supprimée en 2020. Le commerce extérieur de certains produits, y compris les oignons et les haricots rouges, est réglementé au moyen de licences d'importation et d'exportation ou d'autres types de permis. Le Honduras n'a appliqué aucune mesure de défense commerciale depuis 2016. Le pays ne compte aucune entreprise commerciale d'État. Il applique les mêmes taxes et contributions aux produits importés et aux produits fabriqués dans le pays; toutefois, l'écotaxe est prélevée uniquement à l'importation de véhicules d'occasion. Les exportations de café oro (sous-position 0901.11.30.00 du SH) et de certains minéraux restent assujettis à une contribution destinée à financer des mesures de soutien. Les exportateurs doivent rapatrier et liquider les devises dans un délai déterminé; cette prescription ne concerne pas les exportateurs dans le cadre du régime de zones libres (ZOLI).

15. Le Honduras a notifié deux programmes de subventions à l'OMC: le Régime d'importation temporaire (RIT) et le régime de ZOLI, dont bénéficient un grand nombre d'entreprises exportatrices. Il a substantiellement modifié ce dernier régime en 2020 afin de le perfectionner et d'offrir plus de certitude aux utilisateurs et aux investisseurs; il a aussi simplifiée la procédure d'installation dans les zones libres, facilité l'admission de marchandises et allongé la durée de validité des avantages fiscaux connexes.

16. Pendant la période considérée, aucun changement significatif n'a été apporté à la formulation, à la mise en œuvre et aux objectifs des règlements techniques et des mesures sanitaires et phytosanitaires. Ces règlements et mesures sont fondés sur des normes, directives et recommandations internationales. Depuis 2016, le Honduras a présenté à l'OMC 13 notifications périodiques concernant des règlements techniques et 12 concernant des mesures sanitaires et phytosanitaires. Aucune notification de mesures d'urgence n'a été présentée. Une préoccupation

commerciale spécifique en matière sanitaire et phytosanitaire a été soulevée à l'encontre du Honduras.

17. Depuis 2016, le Honduras n'a apporté aucune modification substantielle à son régime de la concurrence. La Commission de défense et promotion de la concurrence est, en principe, l'autorité compétente, mais les lois sectorielles peuvent autoriser les organismes de réglementation à exercer les mêmes fonctions que la Commission. C'est le cas du secteur des télécommunications. Entre 2020 et 2021, à la suite de la pandémie et des ouragans qui ont frappé le pays, le Honduras a réglementé le prix de vente de plusieurs produits, tels que l'alcool éthylique et les matelas. Actuellement, seuls les prix des combustibles et les tarifs de l'électricité sont réglementés.

18. En matière de marchés publics, le principal changement intervenu pendant la période considérée a été la création du statut d'acheteur public certifié, le but étant d'améliorer l'efficacité et la transparence des procédures. Toutefois, même si, depuis 2018, chaque entité contractante doit posséder le statut d'acheteur public certifié, dans la pratique, cela n'est pas toujours le cas. En outre, les plans annuels de passation des marchés ne sont pas systématiquement publiés et les achats ne peuvent pas être effectués par l'intermédiaire de la plate-forme numérique. Le Honduras continue d'appliquer des préférences en faveur des fournisseurs nationaux. Le pays n'est pas partie à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics ni n'a le statut d'observateur auprès du Comité des marchés publics.

19. Dans le domaine de la propriété intellectuelle, le changement le plus important a été l'abrogation, en 2018, de la Loi de 2012 sur la protection des obtentions végétales. Toutefois, les certificats délivrés au titre de cette Loi restent en vigueur. Dans le domaine de la propriété industrielle, les marques sont le type de protection le plus utilisé par les résidents; l'utilisation des brevets est rare, bien qu'il existe des initiatives visant à promouvoir la culture de l'innovation. Le Honduras a réussi à renforcer le régime de propriété intellectuelle dans certains domaines, bien que la protection des droits dans le domaine numérique puisse encore être améliorée.

20. Le secteur agricole reste relativement important pour l'économie hondurienne, bien que sa contribution au PIB ait diminué en 2016-2021, avant de se redresser en 2022. Pendant la période considérée, le secteur a connu une croissance erratique en raison des phénomènes météorologiques et d'un faible dynamisme lié au manque de financement et, par conséquent, d'investissement, ainsi qu'à d'autres facteurs tels que la migration et le vieillissement de la population rurale, qui ont eux aussi affecté le secteur. Le Honduras met en œuvre divers programmes de soutien interne pour aider les producteurs à faible revenu en leur fournissant des intrants et en leur donnant accès aux capitaux et à une assistance technique, le but étant de contribuer à la reprise économique et à la sécurité alimentaire des petits agriculteurs. La production agricole reste relativement concentrée: des produits tels que le café et les bananes ont représenté plus de 40% de l'ensemble de cette production (en 2021). Le café hondurien de haute qualité et le café biologique sont devenus les principaux produits agricoles d'exportation, dépassant les bananes. Toutefois, le Honduras encourage aussi la culture de produits non traditionnels en plus des produits agricoles traditionnels. En 2016-2021, la part moyenne des produits agricoles (définition de l'OMC) dans les exportations totales était supérieure à 30%. Le Honduras a notifié à l'OMC qu'entre 2016 et 2020, il n'avait pas subventionné les exportations de produits agricoles. Le pays maintient des crédits à taux préférentiel et des fonds de garantie pour soutenir les crédits au secteur agricole.

21. En 2022, le Honduras a entrepris une réforme énergétique afin d'accroître la participation de l'État dans ce secteur. Actuellement, la Compagnie nationale d'électricité (ENEE), une entreprise d'État, et plusieurs opérateurs privés participent au marché. Les opérateurs privés pouvaient, en principe, participer à toutes les activités, mais depuis 2022, la commercialisation de l'électricité est réservée à l'ENEE, qui est aussi en situation de monopole naturel s'agissant du transport et de la distribution d'électricité. Les opérateurs privés opèrent donc uniquement sur le marché de la production d'électricité, sur lequel ils sont prédominants. La réforme énergétique prévoit également la renégociation des contrats de l'ENEE avec les producteurs, ce qui peut créer une incertitude et affecter les futures décisions d'investissement dans le domaine de la production, à un moment particulièrement critique pour la diversification de la matrice énergétique du Honduras, car la sécurité de l'approvisionnement en électricité dépend des centrales hydroélectriques, une source qui a été affectée par le changement climatique.

22. Aucun changement substantiel n'a été apporté au marché des télécommunications pendant la période considérée. HONDUTEL, l'opérateur public, continue de peser de manière significative sur le marché des services de téléphonie fixe, tandis qu'il y a toujours deux opérateurs sur le marché des

services de téléphonie mobile. Le Honduras s'est efforcé de réduire la fracture numérique et, depuis 2016, le taux de pénétration de la large bande a augmenté. Toutefois, en 2022, 18% de la population hondurienne n'avait toujours pas accès à Internet et 28% des habitants qui y avaient accès ne l'utilisaient pas.

23. Depuis 2016, le principal changement intervenu dans le secteur des services de transport a été l'ouverture de l'aéroport international de Palmerola, un nouvel aéroport qui, contrairement à l'ancien aéroport, permet l'arrivée d'avions de plus grande taille. Ainsi, en plus de desservir la capitale et de faciliter la connectivité aérienne, ce nouvel aéroport devrait, à l'avenir, stimuler le tourisme du fait qu'il permet l'arrivée d'un plus grand nombre de voyageurs et qu'il se situe plus près des régions à potentiel touristique. En outre, depuis 2016, le pays a réussi à attirer de nouvelles compagnies aériennes, y compris des compagnies à bas prix, mais la connectivité aérienne reste faible. Puerto Cortés reste le principal port du Honduras et l'un des plus importants d'Amérique centrale. Ce port a donc été choisi pour la mise en œuvre d'un projet pilote de douanes sans papier, qui a permis d'optimiser les délais de dédouanement et contribue à préserver l'environnement grâce à la réduction de l'utilisation de papier.

24. La contribution du secteur du tourisme au PIB reste modeste; toutefois, compte tenu de ses synergies avec le reste de l'économie, ce secteur est prioritaire pour ce qui est de promouvoir le développement économique, en particulier dans les régions éloignées des principaux centres de production. En outre, ce secteur constitue une source importante de devises et est, à ce titre, la principale composante des exportations de services. Par conséquent, en vue de relancer l'activité touristique après les situations d'urgence sanitaire et climatique, le Honduras a réaffirmé son attachement au secteur en octroyant des incitations, en soutenant le financement et en mettant en œuvre des programmes de commercialisation. Toutefois, ce secteur est confronté à de graves difficultés qui pourraient entraver la reprise, comme le manque de connectivité aérienne, la faible diversification de l'offre touristique, l'image du pays et sa vulnérabilité au changement climatique.